PARTIE III.—FONCTIONS DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE*

Un article spécial sur la gestion et le contrôle des affaires financières du gouvernement fédéral a paru aux pp. 104-110 de l'*Annuaire* de 1956.

Section I.—Ministères, offices, commissions, etc.

Ci-dessous sont indiquées les fonctions de divers ministères ainsi que des commissions et offices spéciaux du gouvernement fédéral.

Il est impossible, faute d'espace, de donner le détail de chaque service, ainsi que les divisions ou sections de tous les ministères, mais on donne les principales divisions de même que les services dont l'objet diffère sous certains rapports de l'objet général du ministère dont ils dépendent. Plus loin, d'autres chapitres étudient en détail les attributions de plusieurs de ces ministères et commissions. Le lecteur est renvoyé à l'Index.

Archives publiques.—Les Archives publiques fondées en 1872, sont administrées en vertu de la loi sur les archives publiques (S.R.C. 1952, chap. 222), par le conservateur des Archives, qui a rang de sous-ministre et fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Elles ont pour objet de réunir et de rendre accessible au public une vaste collection de pièces relatives à l'histoire du Canada. Les dossiers officiels de l'État ainsi que les documents personnels des chefs politiques et d'autres figures éminentes y ont une grande importance. S'y ajoutent des reproductions de maintes pièces des archives britanniques et françaises intéressant le Canada, une magnifique collection de cartes géographiques, une bibliothèque historique et de nombreuses gravures, peintures et photographies. En 1956, les Archives ont ouvert un grand Dépôt où sont conservés économiquement les dossiers ministériels qui servent relativement peu souvent. L'édifice, qui compte plus de 50 milles de rayons, sert aussi de centre de triage où les pièces qui offrent un intérêt à long terme sont extraites des filières désuètes et où a lieu le triage des pièces inutiles qui seront détruites.

Conformément aux dispositions de la loi sur la maison Laurier (S.R.C. 1952, chap. 163), l'administration de la maison Laurier comme musée et centre d'études relève des Archives publiques. Le conservateur des Archives dirige aussi le service central du microfilm, au Dépôt des archives.

Bibliothèque nationale.—La Bibliothèque nationale a été constituée officiellement le 1^{er} janvier 1953 lors de l'adoption de la loi sur la bibliothèque nationale (S.R.C. 1952, chap. 330). Elle publie *Canadiana*, catalogue mensuel de nouvelles publications intéressant le pays et dont une refonte est faite chaque année. La Bibliothèque publie aussi d'autres bibliographies. Sa Division des références s'occupe du Catalogue collectif national, qui réunit les catalogues, par nom d'auteur, des principales bibliothèques des dix provinces et qui est ainsi la clef des collections de livres existant au pays. Sa collection de livres augmente sans cesse et comptait environ 250,000 volumes à la fin de 1961. Le bibliothécaire national fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Bibliothèque du Parlement.—La Bibliothèque du Parlement comme telle a été établie en 1871 (S.C. 1871, chap. 21), mais elle existait déjà. Elle dépend actuellement des S.R.C. 1952, chap. 166, et des S.C. 1955, chap. 35. La Bibliothèque conserve tous les livres, cartes et autres articles qui appartiennent conjointement au Sénat et aux Communes. La salle de lecture des Communes relève aussi du bibliothécaire parlementaire. Sont autorisés à emprunter des livres de la Bibliothèque le gouverneur général, les membres du conseil privé, les membres du Sénat et des Communes, les fonctionnaires des deux Chambres, les juges de la Cour Suprême du Canada et de la Cour de l'Échiquier du Canada et les membres de la Tribune de la presse. En outre, la Bibliothèque prête des livres aux autres bibliothèques et organismes gouvernementaux et donne un service de consultation pour les chercheurs. Le bibliothécaire parlementaire a le rang d'un sous-chef de ministère et il est chargé de la surveillance et de l'administration de la Bibliothèque sous la direction du président du Sénat et de l'Orateur des Communes, lesquels sont assistés par un comité mixte des deux Chambres.

Bureau de l'auditeur général.—Ce bureau date de 1878 (S.C. 1878, chap. 7) et fonctionne maintenant en vertu de la loi sur l'administration financière (S.R.C. 1952, chap. 116). L'auditeur général est responsable de la vérification des comptes du Fonds du revenu consolidé et des biens nationaux et fait rapport annuellement à la Chambre des communes. Il vérifie aussi les comptes des sociétés et organismes divers de la Couronne.

* Au 31 janvier 1962; tout changement d'ordre majeur qui aura lieu entre cette date et la mise sous presse paraîtra dans un appendice à ce volume.